

No. 49111*

**France
and
Slovakia**

Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Slovak Republic for cooperation in the field of defence. Bratislava, 4 May 2009

Entry into force: *25 July 2011 by notification, in accordance with article 16*

Authentic texts: *French and Slovak*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 10 November 2011*

**No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.*

**France
et
Slovaquie**

Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République slovaque relatif à la coopération dans le domaine de la défense. Bratislava, 4 mai 2009

Entrée en vigueur : *25 juillet 2011 par notification, conformément à l'article 16*

Textes authentiques : *français et slovaque*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 10 novembre 2011*

** Numéro de volume RTNU n'a pas encore été établie pour ce dossier. Les textes reproduits ci-dessous, s'ils sont disponibles, sont les textes authentiques de l'accord/pièce jointe d'action tel que soumises pour l'enregistrement et publication au Secrétariat. Pour référence, ils ont été présentés sous forme de la pagination consécutive. Les traductions, s'ils sont inclus, ne sont pas en form finale et sont fournies uniquement à titre d'information.*

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD

ENTRE

**LE GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE**

ET

**LE GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE SLOVAQUE**

RELATIF

**A LA COOPERATION
DANS LE DOMAINE DE LA DEFENSE**

Le gouvernement de la République française

et

le gouvernement de la République slovaque,

ci-après dénommés « les Parties »,

se fondant sur le « traité d'entente et d'amitié entre la République française et la République fédérative tchèque et slovaque » conclu le 1er octobre 1991,

se fondant sur le partenariat stratégique établi par la déclaration commune franco-slovaque de Monsieur le Président de la République française et de Monsieur le Premier Ministre de la République slovaque le 17 septembre 2008 à Paris,

constatant que l'évolution de la situation politique en Europe est propice au développement et à l'approfondissement de nouvelles relations de partenariat et de coopération entre les États européens,

considérant que cet esprit de partenariat et de coopération doit régir les relations entre tous les États européens, sans discrimination,

soulignant la nécessité d'inscrire au cœur de cette coopération les questions de sécurité et de défense, en tenant compte de l'évolution globale de notre environnement de sécurité,

considérant que l'identité européenne de sécurité et de défense doit s'affirmer et se renforcer, afin d'apporter une contribution majeure à la sécurité et à la stabilité en Europe,

considérant la Convention entre les États Parties au Traité de l'Atlantique Nord sur le statut de leurs forces, signée à Londres le 19 juin 1951 (SOFA OTAN),

considérant que les évolutions au sein de l'Alliance atlantique et de l'Union européenne ont pour but d'établir, sur l'ensemble du continent, la paix et la sécurité,

rappelant l'engagement, dans le cadre de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, de renforcer la confiance mutuelle par une ouverture plus marquée aux questions de défense,

soulignant que l'objectif de cette coopération est de contribuer au maintien de la paix et de la stabilité en Europe, par le rapprochement des institutions militaires, la multiplication et la diversification des relations dans le domaine de la sécurité et de la défense, et l'approfondissement de la connaissance mutuelle,

considérant les résultats positifs de la coopération bilatérale déjà entreprise dans le domaine de la défense,

constatant leur volonté d'approfondir et d'élargir le cadre de leur coopération dans le domaine de la défense,

considérant l'Accord général de sécurité entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République slovaque sur l'échange d'informations classifiées, signé à Paris le 20 mars 1997,

sont convenus de ce qui suit :

Article 1^{er}

Au sens du présent accord :

1. « Partie d'envoi » désigne la Partie dont relève le personnel militaire et civil qui se trouve sur le territoire de l'Etat de l'autre Partie ;
2. « Partie d'accueil » désigne la Partie sur le territoire de l'Etat de laquelle se trouve le personnel militaire et civil de l'Etat de la Partie d'envoi, en séjour ou en transit ;
3. « Membre du personnel militaire » désigne le personnel appartenant aux forces armées de l'Etat de l'une des Parties qui se trouve pour l'exécution du service sur le territoire de l'Etat de l'autre Partie conformément au présent accord ;
4. « Membre du personnel civil » désigne le personnel accompagnant les forces armées de l'Etat d'une Partie et employé ou lié par un contrat avec les forces armées ou le ministère de la défense pour une mission liée à la défense et qui ne peut être qu'un national de l'Etat de la Partie d'envoi. S'agissant de la partie française, le personnel civil relève également du ministère des affaires étrangères.
5. « Forces armées » désigne les unités ou formations des armées de terre, de mer ou de l'air ou de tout autre corps militaire de l'Etat de l'une des Parties ;
6. « Membre de la famille » désigne les personnes qui ne sont ni des résidents ordinaires, ni des ressortissants nationaux de l'Etat de la Partie d'accueil et qui sont uniquement les conjoints, enfants et ascendants du personnel militaire et civil.

Article 2

1. Le présent accord a pour objet de développer la coopération entre les parties dans le domaine de la défense.
2. Cette coopération prend la forme de relations bilatérales entre les services des ministères de la défense et les forces armées des Parties. Elle porte sur des domaines et des sujets d'intérêts communs clairement identifiés dans le respect des lois et règlements en vigueur dans les Etats de chacune des parties.

Article 3

1. Le présent accord englobe notamment les domaines suivants :
 - 1) Les concepts de défense et de sécurité, notamment en Europe.
 - 2) L'information régulière et réciproque sur toutes les questions concernant la sécurité.
 - 3) Les types d'organisation et de moyens des forces armées.
 - 4) La conception, la réalisation et l'acquisition des matériels d'armement.

- 5) L'organisation du commandement territorial et opérationnel, le fonctionnement des états-majors, le rôle de l'informatique dans le commandement
 - 6) L'organisation générale et le rôle des soutiens, de la logistique, des services du génie et du matériel dans les armées de terre et de l'air.
 - 7) L'organisation et le fonctionnement des systèmes de transmissions terre et air à tous les niveaux.
 - 8) La défense antiaérienne, la formation de contrôleurs aériens avancés, la dépollution du champ de bataille et la défense nucléaire, biologique et chimique.
 - 9) L'administration et la gestion du personnel civil et militaire.
 - 10) La formation et le perfectionnement des officiers, des sous-officiers et du personnel civil des Parties. Pour cela il est effectué soit des échanges, soit des accueils de stagiaires officiers à tous les niveaux, mais privilégiant la formation des jeunes officiers.
 - 11) L'organisation financière et budgétaire, la programmation, l'élaboration et le suivi du budget de la Défense, le contrôle de son exécution.
 - 12) La santé et l'intervention humanitaire. Des échanges et des stages de toute nature peuvent être organisés entre les Parties pour se faire mutuellement bénéficier des connaissances et des pratiques dans les domaines couverts par les services de santé des armées.
 - 13) Les relations publiques, la communication et l'information dans les armées des Etats des deux parties.
 - 14) La législation et la réglementation relatives à la Défense et aux armées.
 - 15) Les activités sportives dans le cadre du Conseil International du Sport Militaire.
 - 16) L'histoire militaire, la géographie militaire et la topographie.
2. Si nécessaire, les domaines de cette coopération peuvent être précisés par les Parties par la conclusion d'arrangements particuliers.

Article 4

1. Les domaines de coopération visés à l'article 3 du présent accord peuvent principalement prendre les formes suivantes :
 - 1) Visites de délégations officielles des deux Parties et des armées.
 - 2) Accueil de stagiaires dans l'enseignement militaire, selon la législation, la réglementation et les procédures en vigueur dans l'Etat de chacune des parties.
 - 3) Visites entre états-majors, bases aériennes et unités des armées, voyages d'étude aux écoles militaires, escales d'aéronefs.
 - 4) Rencontres entre personnel militaire et civil des écoles militaires.
 - 5) Consultations et échanges d'expérience sous forme de conférences, symposiums, colloques, séminaires.
 - 6) Échanges d'informations, de documentations et d'études à caractère non personnel.

- 7) Échanges de représentants des états-majors et unités des forces armées, pour participer à la planification et au déroulement des exercices militaires.
 - 8) Échanges d'officiers experts techniques.
 - 9) Manifestations sportives dans le cadre du Conseil International du Sport Militaire.
 - 10) Organisation de manifestations artistiques, y compris musiques militaires et groupes d'artistes.
2. Les visites officielles, ainsi que les autres formes de coopération, sont réalisées en fonction des besoins arrêtés par les Parties.

Article 5

1. La coopération dans le domaine de l'armement s'établit sur les thèmes reconnus comme étant d'intérêt mutuel, selon le principe du respect des réglementations respectives applicables en République slovaque et en République française et selon l'intérêt respectif des Parties.
2. Dans le domaine de l'équipement en armement des forces armées, les Parties procèdent à des contacts d'information réciproque et à un recensement des secteurs sur lesquels les échanges pourraient plus particulièrement se développer.
3. De façon à mettre en œuvre, coordonner et contrôler, la coopération dans le domaine de l'armement, les Parties procèdent à des rencontres régulières entre responsables des entités (ou organes, structures) des deux Etats chargées de l'armement.

Article 6

1. Les Parties organisent des exercices et entraînements communs, à caractère interarmées ou concernant une seule armée ou service. Ces exercices ont notamment pour but de renforcer l'interopérabilité des capacités dans le cadre de l'OTAN et de l'UE.
2. Les exercices cités à l'alinéa 1 du présent article sont inscrits dans les plans annuels d'entraînement des forces armées d'État de chacune des Parties.
3. Les détails spécifiques de l'organisation du déroulement et des modalités de financement des exercices communs des armées sont définis par les parties dans un arrangement particulier et s'inscrivent dans le cadre et les limites des disponibilités budgétaires.

Article 7

Afin de renforcer la compréhension et la confiance mutuelles, les Parties organisent à intervalles réguliers des visites réciproques de leurs représentants au niveau des ministères de la défense, des états-majors généraux des forces armées, commandements et états-majors d'armée ou service, ainsi qu'à d'autres niveaux de commandement et de direction équivalents.

Article 8

1. Il est institué une réunion franco-slovaque des Etats-majors de l'Etat de chacune des Parties dont la composition est fixée conformément au point 2 du présent article, chargée d'approfondir les échanges sur les sujets politico-militaires d'actualité ainsi que de définir la conception générale de la coopération bilatérale dans les domaines visés à l'article 3.
2. La réunion franco-slovaque des Etats-majors est co-présidée par un responsable des armées de chacune des Parties. Elle est, en outre, composée d'un secrétaire, de l'attaché de défense de l'Etat de chacune des Parties et, en fonction des sujets abordés, d'officiers, de représentants des différentes armées, armes et services ou d'experts compétents, ainsi que d'un représentant de la coopération militaire et de défense du ministère français des affaires étrangères pour les sujets le concernant.
3. La réunion franco-slovaque des Etats-majors se tient une fois par an alternativement en République française et en République slovaque.
4. Nonobstant les dispositions de l'article 4, les parties peuvent inscrire à l'ordre du jour de la réunion franco-slovaque des Etats-majors, tous les sujets que les Parties jugent de nature à favoriser le renforcement de la coopération au sens du présent accord, après approbation des deux co-présidents. L'ordre du jour doit être établi au plus tard un mois avant la réunion franco-slovaque des Etats-majors.
5. La réunion franco-slovaque des Etats-majors dresse le bilan de la coopération réalisée au cours de l'année écoulée.
6. Les actions de coopération sont décidées par les services de chacune des parties entre armées, services ou directions. Les plans de coopération établis à cet effet sont élaborés à l'occasion de réunions d'état-major spécifiques ou sous toute autre forme convenue entre les deux Parties. Ces plans comportent les actions décidées en commun ainsi que leur objet, leurs modalités, leurs dates et lieux de réalisation ainsi que les institutions responsables de leur exécution.
7. Les attachés de défense sont les correspondants privilégiés pour toute action de coopération dans le cadre du présent accord. Ils sont informés des actions de coopération et ils peuvent participer à leur organisation.

Article 9

Le financement de la coopération est fondé sur les règles énoncées dans le présent article, dans la limite et le cadre des disponibilités budgétaires de chaque Partie:

1. La Partie d'envoi prend à sa charge les frais de transport aller et retour jusqu'au lieu de destination sur le territoire de l'Etat de la Partie d'accueil des membres de son personnel militaire et civil, et les indemnités liées au déplacement qui leur sont dues, conformément à la législation et à la réglementation de l'Etat de la Partie d'envoi.
2. La Partie d'accueil met à disposition des membres du personnel militaire et civil de l'Etat de la Partie d'envoi, à titre gratuit, les moyens nécessaires à l'exercice de leurs fonctions administratives.
3. Pour les membres du personnel militaire et civil de l'Etat de la Partie d'envoi effectuant des séjours de courte ou de longue durée sur le territoire de l'Etat de la Partie d'accueil (à l'exception des exercices et des entraînements communs dont les modalités de prise en charge financière sont prévues par un arrangement particulier spécifique), la Partie d'envoi assure les frais de transport, d'hébergement et d'alimentation conformément à la législation et à la réglementation de l'Etat de la Partie d'envoi. La Partie d'accueil ne prend en charge aucun frais de séjour pour

les membres du personnel militaire et civil, et les membres de leur famille les accompagnant. Cependant, la Partie d'accueil peut prendre à sa charge, au cas par cas et conformément au programme de la visite, les seuls frais de transport de service ainsi que les communications téléphoniques de service avec la Partie d'envoi à l'intérieur du territoire de son Etat.

4. Pour les stages dans les organismes militaires de formation et en unités des forces armées, la Partie française étudie les possibilités de prise en charge des frais de scolarité.
5. Le droit aux prestations du service de santé militaire de la Partie d'accueil et la prise en charge financière de ces prestations sont régis par les dispositions du SOFA OTAN.

Article 10

Pendant l'exercice de leurs fonctions, les membres du personnel militaire et civil peuvent séjourner avec leur famille sur le territoire de l'Etat de la Partie d'accueil. L'identité des membres de la famille séjournant sur le territoire de cet Etat avec un membre du personnel militaire ou civil est indiquée dans une correspondance adressée par l'une ou l'autre Partie. Les membres de la famille qui possèdent la nationalité d'un Etat tiers à l'Union européenne demeurent soumis à la réglementation de l'Etat de la partie d'accueil en matière d'entrée et de séjour sur son territoire.

Article 11

1. Les membres du personnel militaire et civil français séjournant sur le territoire de la République slovaque relèvent de l'autorité du gouvernement de la République française par l'intermédiaire de l'ambassade de France à Bratislava.
2. Au titre du présent accord, les parties peuvent convenir de l'envoi de coopérants militaires techniques auprès des autorités compétentes de l'une ou l'autre partie. Les parties conviennent dans un arrangement ou accord particulier des conditions et modalités de cet envoi.
3. Les membres du personnel militaire et civil slovaques séjournant sur le territoire de la République française au titre du présent accord relèvent de l'autorité du Ministère de la défense de la République slovaque.
4. Pendant leur séjour sur le territoire de la Partie d'accueil, ce personnel conserve son statut militaire ou civil national.
5. Pendant leur séjour sur le territoire de la Partie d'accueil, les membres du personnel militaire et civil ainsi que les membres de leur famille respectent l'ordre juridique interne de cet Etat. Les membres du personnel militaire et civil respectent en outre les règlements militaires en vigueur au sein de l'Etat de la Partie d'accueil.
6. Les membres du personnel militaire de l'Etat de la Partie d'envoi portent l'uniforme et les insignes militaires conformément à la réglementation en vigueur dans les forces armées de la Partie d'envoi. Les circonstances dans lesquelles ils portent leur uniforme sont déterminées par les autorités de l'Etat de la Partie d'accueil, conformément à la réglementation de ce dernier.
7. Les membres du personnel militaire de l'Etat de la Partie d'envoi peuvent détenir et porter leurs armes à condition d'y être autorisés par le règlement qui leur est applicable. Les autorités de l'Etat de la Partie d'accueil examinent avec bienveillance les demandes que la Partie d'envoi leur présente en la matière.

8. Les membres du personnel militaire et civil autorisés à conduire des véhicules militaires sur le territoire de la Partie d'envoi sont autorisés à conduire des véhicules de même catégorie sur le territoire de la Partie d'accueil selon les modalités et les conditions prévus par le SOFA OTAN.
9. Les autorités de l'Etat de la Partie d'envoi sont compétentes en matière de discipline vis-à-vis de leurs personnels militaires et civils. Les prescriptions disciplinaires applicables aux personnels militaires et civils de l'Etat de la Partie d'accueil sont communiquées à chaque membre du personnel militaire et civil de l'Etat de la Partie d'envoi. Les autorités de l'Etat de la Partie d'accueil informent l'ambassade de l'Etat de la Partie d'envoi des agissements d'un membre du personnel militaire ou civil de l'Etat de la Partie d'envoi contraires aux prescriptions disciplinaires en vigueur dans l'Etat de la Partie d'accueil.

Article 12

1. En cas de décès d'un membre du personnel militaire et civil en transit ou en séjour sur le territoire de l'Etat de l'une des Parties, au cours ou à l'occasion d'un exercice ou d'un entraînement commun, le décès doit être déclaré à l'autorité compétente de l'Etat de la Partie d'accueil. Le décès est constaté par un médecin habilité par l'Etat de la Partie d'accueil qui établit un acte de décès.
2. Si l'autorité judiciaire de l'Etat de la Partie d'accueil ordonne l'autopsie du défunt, celle-ci est effectuée par le médecin désigné par cette autorité judiciaire. Un médecin militaire de l'Etat de la Partie d'envoi peut assister à l'autopsie.
3. Les autorités militaires dont relève le défunt peuvent disposer du corps dès que l'autorisation leur en a été notifiée par l'autorité militaire de la Partie d'accueil. Le transport du corps est effectué conformément à la réglementation de l'Etat de la Partie d'accueil.
4. Les frais de transport du corps sont à la charge de la Partie d'envoi.

Article 13

S'agissant du statut du personnel, pour les règles relatives à la détermination de la juridiction compétente en cas d'infraction et aux règlements des dommages, les dispositions du SOFA OTAN s'appliquent.

Article 14

Toutes les informations produites ou échangées dans le cadre de la mise en œuvre du présent accord sont utilisées, communiquées, stockées, traitées et protégées conformément à l'Accord général de sécurité entre le Gouvernement de la République slovaque et le Gouvernement de la République française sur l'échange d'informations classifiées, signé à Paris le 20 mars 1997.

Article 15

Tout différend lié à l'interprétation ou à l'application du présent accord est réglé exclusivement par voie de négociation entre les Parties.

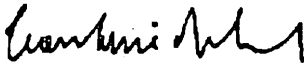
Article 16

1. Chacune des Parties notifie à l'autre l'accomplissement des formalités requises par son droit interne pour l'entrée en vigueur du présent accord. Celui-ci entre en vigueur à la date de la

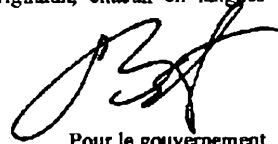
dernière des notifications.

2. Les Parties peuvent à tout moment d'un commun accord compléter ou modifier le présent accord par le biais d'un amendement écrit. L'entrée en vigueur des amendements a lieu conformément aux prescriptions de l'alinéa 1.
3. Cet accord est conclu pour une durée indéterminée. Chacune des deux Parties peut dénoncer le présent accord par écrit. Cette dénonciation prend effet 90 jours après sa notification à l'autre Partie.
4. L'arrangement entre le Ministre de la défense de la République française et le Ministère de la défense de la République slovaque concernant une coopération bilatérale dans le domaine de la défense, signé à Paris le 21 juin 1994 et amendé le 24 janvier 2002 est abrogé à la date d'entrée en vigueur du présent accord.

Fait à Bratislava le 4.05.03 en deux exemplaires originaux, chacun en langues française et slovaque, les deux versions faisant également foi.



Pour le gouvernement
de la République française



Pour le gouvernement
de la République slovaque

[SLOVAK TEXT – TEXTE SLOVAQUE]

DOHODA

MEDZI

**VLÁDOU
FRANCÚZSKEJ REPUBLIKY**

A

**VLÁDOU
SLOVENSKEJ REPUBLIKY**

O

SPOLUPRÁCI V OBLASTI OBRANY

Vláda Francúzskej republiky

a

vláda Slovenskej republiky,

ďalej len „zmluvné strany“,

vychádzajúc zo Zmluvy o porozumení a priateľstve medzi Francúzskou republikou a Českou a Slovenskou Federatívnou Republikou uzatvorenej 1. októbra 1991,

vychádzajúc zo strategického partnerstva založeného na spoločnom francúzsko-slovenskom vyhlásení prezidenta Francúzskej republiky a predsedu vlády Slovenskej republiky zo dňa 17. septembra 2008 v Paríži,

konštatujúc, že vývoj politickej situácie v Európe je vhodný pre rozvoj a prehĺbovanie nových partnerských vzťahov a spolupráce medzi európskymi štátmi,

berúc do úvahy, že duch partnerstva a spolupráce musí bez rozdielov usmerňovať vzťahy medzi všetkými európskymi štátmi,

zdôrazňujúc nutnosť zahrnúť do rozsahu tejto spolupráce otázky bezpečnosti a obrany, zohľadňujúc celkový vývoj bezpečnostného prostredia,

berúc do úvahy, že európska bezpečnostná a obranná identita sa musí uplatňovať a posilňovať, aby priniesla významný príspevok k bezpečnosti a stabilite v Európe,

berúc do úvahy Zmluvu medzi štátmi, ktoré sú zmluvnými stranami Severoatlantickej zmluvy vzťahujúcu sa na status ich ozbrojených síl, podpísanú v Londýne 19. júna 1951 (NATO SOFA),

berúc do úvahy, že cieľom vývoja v Severoatlantickej aliancii a Európskej únii je zabezpečenie mieru a bezpečnosti na celom kontinente,

pripomínajúc záväzok Organizácie pre bezpečnosť a spoluprácu v Európe posilňovať vzájomnú dôveru väčšou otvorenosťou k otázkam obrany,

zdôrazňujúc, že cieľom tejto spolupráce je prispievať k udržaniu mieru a stability v Európe zbližovaním vojenských inštitúcií, znásobovaním a diverzifikáciou vzťahov v oblasti bezpečnosti a obrany a prehĺbovaním vzájomného spoznávania sa,

berúc do úvahy kladné výsledky už existujúcej spolupráce v oblasti obrany,

konštatujúc vzájomnú vôľu prehĺbovať a rozširovať rámec spolupráce v oblasti obrany,

berúc do úvahy Všeobecnú bezpečnostnú dohodu medzi vládou Francúzskej republiky a vládou Slovenskej republiky o výmene utajovaných skutočností, podpísanú v Paríži 20. marca 1997,

sa dohodli takto:

Článok 1

Na účely tejto dohody:

1. „Vysielajúca strana“ je zmluvná strana, pod ktorú patrí vojenský a civilný personál nachádzajúci sa na území štátu druhej zmluvnej strany.
2. „Prijímajúca strana“ je zmluvná strana, na území štátu ktorej sa nachádza vojenský a civilný personál štátu vysielajúcej strany počas pobytu alebo počas tranzitu.
3. „Člen vojenského personálu“ je osoba patriaca ozbrojeným silám štátu jednej zo zmluvných strán, ktorá sa služobne nachádza na území štátu druhej zmluvnej strany v súlade s touto dohodou.
4. „Člen civilného personálu“ je osoba sprevádzajúca ozbrojené sily štátu jednej zmluvnej strany a zamestnaná alebo zmluvne viazaná s ozbrojenými silami alebo ministerstvom obrany pre úlohy spojené s obranou, ktorá môže byť len štátnym príslušníkom štátu vysielajúcej strany. Civilný personál francúzskej zmluvnej strany patrí aj pod právomoc Ministerstva zahraničných vecí Francúzskej republiky.
5. „Ozbrojené sily“ sú jednotky alebo útvary pozemných, námorných alebo vzdušných síl alebo akéhokoľvek iného vojenského zboru štátu jednej zo zmluvných strán.
6. „Rodinní príslušníci“ sú manžel/manželka, deti a predkovia vojenského a civilného personálu, ktorí nie sú štátnymi príslušníkmi štátu prijímajúcej strany, alebo ktorí nemajú pobyt na území štátu prijímajúcej strany.

Článok 2

1. Cieľom tejto dohody je rozvíjať spoluprácu medzi zmluvnými stranami v oblasti obrany.
2. Spolupráca má formu bilaterálnych vzťahov medzi organizačnými útvarmi ministerstiev obrany a ozbrojenými silami zmluvných strán. Týka sa vymedzených oblastí a spoločných záujmov v súlade s platným právnym poriadkom v štátoch oboch zmluvných strán.

Článok 3

1. Táto dohoda zahŕňa najmä tieto oblasti spolupráce:
 - 1) Koncepcie obrany a bezpečnosti, najmä v Európe.

- 2) Pravidelné a vzájomné informovanie sa o všetkých otázkach týkajúcich sa bezpečnosti.
 - 3) Štruktúra organizácie a typy výzbroje ozbrojených síl.
 - 4) Koncepcia, realizácia a akvizícia vojenskej techniky.
 - 5) Organizácia teritoriálneho a operačného velenia, fungovanie štábov, úloha informatiky vo velení.
 - 6) Všeobecná organizácia a úloha podpory, logistiky, ženíjných a technických organizačných útvarov v pozemných silách a vo vzdušných silách.
 - 7) Organizácia a prevádzka pozemných a vzdušných spojovacích systémov na všetkých úrovniach.
 - 8) Protivzdušná obrana, príprava predsunutých leteckých navádzačov, odmínovanie bojiska a radičná, biologická a chemická ochrana.
 - 9) Organizácia a riadenie civilného a vojenského personálu.
 - 10) Príprava a zdokonaľovanie dôstojníkov, poddôstojníkov a civilného personálu. Na tento účel sa vykonávajú buď výmenné akcie, alebo stáže pre dôstojníkov na všetkých úrovniach, pričom sa uprednostňuje príprava mladých dôstojníkov.
 - 11) Finančná a rozpočtová správa, programovanie, spracovanie a sledovanie rozpočtu rezortu ministerstva obrany, kontrola jeho plnenia.
 - 12) Zdravotníctvo a humanitárne pôsobenie. Výmenné akcie a stáže rôzneho druhu môžu byť organizované medzi zmluvnými stranami tak, aby vzájomne využívali poznatky a prax v oblastiach, ktoré sa týkajú zdravotnej služby ozbrojených síl.
 - 13) Vzťahy s verejnosťou, komunikácia a informovanosť v ozbrojených silách štátov oboch zmluvných strán.
 - 14) Právne predpisy týkajúce sa rezortu ministerstva obrany a ozbrojených síl.
 - 15) Športové aktivity v rámci Medzinárodnej rady vojenského športu.
 - 16) Vojenská história, vojenská geografia a topografia.
2. V prípade potreby môžu zmluvné strany upresniť oblasti spolupráce uzatvorením osobitných dohôd.

Článok 4

1. Oblasť spolupráce uvedené v článku 3 tejto dohody môžu mať najmä nasledujúce formy:

- 1) Návštevy oficiálnych delegácií oboch zmluvných strán a ozbrojených síl.
 - 2) Prijatie stážistov v zariadeniach vojenského školstva v súlade s vnútroštátnymi právnymi predpismi platnými v štáte každej zmluvnej strany.
 - 3) Návštevy medzi štábmi, leteckými základňami a jednotkami ozbrojených síl, študijné cesty do vojenských škôl, medzipristátia lietadiel alebo vrtulníkov.
 - 4) Stretnutia vojenského a civilného personálu vojenských škôl.
 - 5) Konzultácie a výmena skúseností formou konferencií, sympózií, kolokvií alebo seminárov.
 - 6) Výmena informácií, dokumentácie a štúdií neosobného charakteru.
 - 7) Výmena predstaviteľov štábov a jednotiek ozbrojených síl s cieľom zúčastniť sa na plánovaní a priebehu vojenských cvičení.
 - 8) Výmena dôstojníkov – technických expertov.
 - 9) Športové podujatia v rámci Medzinárodnej rady vojenského športu.
 - 10) Organizácia umeleckých podujatí vrátane vojenských hudieb a umeleckých súborov.
2. Oficiálne návštevy, ako aj ďalšie formy spolupráce sa uskutočňujú v závislosti od potrieb stanovených zmluvnými stranami.

Článok 5

1. Spolupráca v oblasti vyzbrojovania sa zameriava na oblasti spoločného záujmu podľa zásady dodržania vnútroštátnych právnych predpisov platných vo Francúzskej republike a v Slovenskej republike a podľa záujmov oboch zmluvných strán.
2. V oblasti vyzbrojovania ozbrojených síl zmluvné strany postupujú formou vzájomného informovania a určenia oblastí, v ktorých by sa výmenné aktivity mohli prioritne rozvíjať.
3. Aby sa mohla začať, koordinovať a kontrolovať spolupráca v oblasti vyzbrojovania, zmluvné strany organizujú pravidelné stretnutia príslušných zložiek (alebo orgánov, štruktúr) oboch štátov zodpovedných za vyzbrojovanie.

Článok 6

1. Zmluvné strany organizujú spoločné cvičenia a výcvik medzivojuskového charakteru alebo cvičenia a výcvik, ktoré sa týkajú jedného druhu vojska alebo organizačného útvaru. Cieľom týchto cvičení je najmä posilnenie interoperability spôsobilostí v rámci Severoatlantickej aliancie a Európskej únie.

2. Cvičenia uvedené v odseku 1 tohto článku sú zahrnuté do ročných výcvikových plánov ozbrojených síl štátu každej zmluvnej strany.
3. Konkrétne podrobnosti organizácie priebehu a spôsobov financovania spoločných cvičení ozbrojených síl definujú zmluvné strany v osobitnej dohode, pričom neprekračujú limit rozpočtových prostriedkov.

Článok 7

S cieľom posilniť vzájomné porozumenie a dôveru organizujú zmluvné strany v pravidelných intervaloch vzájomné návštevy svojich predstaviteľov na úrovni ministrov obrany, generálnych štábov ozbrojených síl, veliteľstiev a štábov vojsk alebo služieb, ako aj na ďalších ekvivalentných úrovniach velenia a riadenia.

Článok 8

1. Zmluvné strany pripravia francúzsko-slovenské zasadnutie štábov štátov oboch zmluvných strán, ktorého zloženie sa určí v súlade s odsekom 2 tohto článku, ktorého úlohou je prehľbovať výmenu názorov na aktuálne politicko-vojenské témy a definovať všeobecnú koncepciu dvojstrannej spolupráce v oblastiach uvedených v článku 3.
2. Francúzsko-slovenskému zasadnutiu štábov spoločne predsedajú zástupcovia ozbrojených síl štátu každej zmluvnej strany, po jednom predstaviteľovi za každú zmluvnú stranu. Zasadnutie tvorí okrem iného tajomník, pridelenec obrany štátu každej zmluvnej strany a v závislosti od prerokovaných tém dôstojníci, zástupcovia jednotlivých druhov ozbrojených síl, druhov vojsk a organizačných útvarov alebo kompetentní experti, ako aj predstaviteľ pre vojenskú a obrannú spoluprácu Ministerstva zahraničných vecí Francúzskej republiky pre oblasti v jeho pôsobnosti.
3. Francúzsko-slovenské zasadnutie štábov sa koná raz ročne, striedavo vo Francúzskej republike a v Slovenskej republike.
4. Bez ohľadu na ustanovenia článku 4 môžu zmluvné strany po schválení oboma spolupredsedami zaradiť do programu francúzsko-slovenského zasadnutia štábov všetky témy, ktoré zmluvné strany považujú za také, ktoré podporujú posilnenie spolupráce podľa tejto dohody. Program musí byť vypracovaný najneskôr mesiac pred zasadnutím štábov.
5. Francúzsko-slovenské zasadnutie štábov hodnotí spoluprácu uskutočnenú v priebehu uplynulého kalendárneho roka.
6. O aktivitách v rámci spolupráce medzi ozbrojenými silami, službami alebo štábní rozhodujú organizačné útvary každej zmluvnej strany. Plány spolupráce vypracované na tento účel sa pripravujú pri príležitosti osobitných zasadnutí štábov alebo akejkolvek inej príležitosti dohodnutej medzi zmluvnými stranami. Tieto plány obsahujú aktivity, na ktorých sa zmluvné strany spoločne dohodli, ako aj ich účel, spôsob vykonania, čas a miesto realizácie, ako aj inštitúcie zodpovedné za ich vykonanie.

7. V rámci tejto dohody sú prednostnými partnermi pre každú spoločnú aktivitu v rámci spolupráce pridelenci obrany. Sú informovaní o aktivitách a môžu sa podieľať na ich organizovaní.

Článok 9

Financovanie spolupráce sa zakladá na pravidlách uvedených v tomto článku, v limite a v rámci rozpočtových možností každej zmluvnej strany:

1. Vysielajúca strana hradí pre členov svojho vojenského a civilného personálu náklady na dopravu na miesto určenia na území štátu prijímajúcej strany a späť, ako aj výdavky spojené s presunom, ktoré im prináležia podľa vnútroštátnych právnych predpisov štátu vysielajúcej strany.
2. Prijímajúca strana poskytuje bezplatne členom vojenského a civilného personálu štátu vysielajúcej strany prostriedky potrebné na vykonávanie ich administratívnych funkcií.
3. Pre členov vojenského a civilného personálu štátu vysielajúcej strany vykonávajúcich krátkodobé alebo dlhodobé pobyty na území štátu prijímajúcej strany (s výnimkou spoločných cvičení a výcviku, pre ktoré spôsob finančnej úhrady stanovuje osobitná dohoda) vysielajúca strana zabezpečuje náklady na dopravu, ubytovanie a stravovanie v súlade s vnútroštátnymi právnymi predpismi štátu vysielajúcej strany. Prijímajúca strana nehradí žiadne výdavky spojené s pobytom pre členov vojenského a civilného personálu a rodinných príslušníkov, ktorí ich sprevádzajú. Prijímajúca strana však môže uhradiť náklady v závislosti od jednotlivých prípadov a v súlade s programom návštevy, a to len výdavky na služobnú dopravu, ako aj služobnú telefónnu komunikáciu s vysielajúcou stranou na území svojho štátu.
4. Pre stáže vo vojenských školiaciach zariadeniach a v jednotkách ozbrojených síl hľadá francúzska strana možnosti hradenia školného.
5. Nárok na zdravotnú starostlivosť prijímajúcej strany a finančná úhrada týchto služieb sa riadi ustanoveniami NATO SOFA.

Článok 10

Počas vykonávania svojich funkcií sa môžu členovia vojenského a civilného personálu zdržiavať na území štátu prijímajúcej strany so svojimi rodinami. Údaje o rodinných príslušníkoch zdržiavajúcich sa na území tohto štátu s členom vojenského alebo civilného personálu si zmluvné strany navzájom oznámia písomne. Pre rodinných príslušníkov, ktorí nemajú štátnu príslušnosť členského štátu Európskej únie, platia predpisy štátu prijímajúcej strany týkajúce sa vstupu a pobytu na území štátu prijímajúcej strany.

Článok 11

1. Členovia francúzskeho vojenského a civilného personálu, ktorí sa zdržiavajú na území Slovenskej republiky, podliehajú právomoci vlády Francúzskej republiky prostredníctvom veľvyslanectva Francúzskej republiky v Bratislave.

2. Na základe tejto dohody môžu zmluvné strany dohodnúť vyslanie vojenských technických expertov pre príslušné orgány jednej alebo druhej zmluvnej strany. Zmluvné strany v osobitnej dohode dohodnú podmienky a spôsoby tohto vyslania.
3. Členovia slovenského vojenského a civilného personálu, ktorí sa zdržiavajú na území Francúzskej republiky podľa tejto dohody, podliehajú právomoci Ministerstva obrany Slovenskej republiky.
4. Počas svojho pobytu na území štátu prijímajúcej strany si tento personál ponecháva svoj národný status vojenského alebo civilného personálu.
5. Počas svojho pobytu na území štátu prijímajúcej strany členovia vojenského a civilného personálu, ako aj ich rodinní príslušníci dodržiavajú vnútroštátne právne predpisy štátu tejto zmluvnej strany. Členovia vojenského a civilného personálu dodržiavajú aj vojenské predpisy platné v štáte prijímajúcej strany.
6. Členovia vojenského personálu štátu vysielajúcej strany nosia vojenskú rovnošatu a vojenské označenie v súlade s predpismi platnými v ozbrojených silách vysielajúcej strany. Okolnosti, za ktorých nosia svoju uniformu, stanovujú orgány štátu prijímajúcej strany v súlade s príslušnými predpismi.
7. Členovia vojenského personálu štátu vysielajúcej strany môžu držať a nosiť svoje zbrane za podmienky, že sú na to oprávnení predpisom, ktorý sa na nich vzťahuje. Orgány štátu prijímajúcej strany pozorne skúmajú žiadosti, ktoré jej v tejto veci adresuje vysielajúca strana.
8. Členovia vojenského a civilného personálu oprávnení viesť vojenské vozidlá na území štátu vysielajúcej strany sú oprávnení viesť vozidlá rovnakej kategórie na území štátu prijímajúcej strany podľa podmienok, ktoré stanovuje NATO SOFA.
9. Orgány vysielajúcej strany vykonávajú disciplinárnu právomoc voči svojmu vojenskému a civilnému personálu. S disciplinárnymi predpismi, ktoré sa uplatňujú na vojenský a civilný personál štátu prijímajúcej strany, je oboznámený každý člen vojenského a civilného personálu štátu vysielajúcej strany. Orgány štátu prijímajúcej strany informujú veľvyslanectvo štátu vysielajúcej strany o konaní člena vojenského alebo civilného personálu štátu vysielajúcej strany, ktoré je v rozpore s disciplinárnymi predpismi platnými na území štátu prijímajúcej strany.

Článok 12

1. V prípade úmrtia člena vojenského a civilného personálu počas tranzitu alebo pobytu na území štátu jednej zo zmluvných strán, v priebehu alebo pri príležitosti cvičenia alebo spoločného výcviku, musí byť úmrtie hlásené kompetentnému orgánu štátu prijímajúcej strany. Úmrtie konštatuje poverený lekár štátu prijímajúcej strany, ktorý vystaví úmrtný list.
2. Ak súdny orgán štátu prijímajúcej strany nariadi pitvu zosnulého, vykoná ju lekár určený týmto súdnym orgánom. Vojenský lekár štátu vysielajúcej strany sa môže zúčastniť na pitve.

3. Vojenské orgány vysielajúcej strany môžu disponovať telesnými pozostatkami po tom, ako príslušné povolenie vydá vojenský orgán prijímajúcej strany. Prevoz telesných pozostatkov sa uskutoční v súlade s vnútroštátnymi právnymi predpismi štátu prijímajúcej strany.
4. Náklady na prepravu telesných pozostatkov hradí vysielajúca strana.

Článok 13

Pri statuse personálu a pravidlách stanovenia príslušnej jurisdikcie v prípade priestupkov a úhrady škôd sa uplatňujú ustanovenia NATO SOFA.

Článok 14

Všetky informácie vytvorené alebo vymieňané v rámci vykonávania tejto dohody, sa používajú, poskytujú, ukladajú, spracovávajú a chránia v súlade so Všeobecnou bezpečnostnou dohodou medzi vládou Francúzskej republiky a vládou Slovenskej republiky o výmene utajovaných skutočností, podpísanou v Paríži 20. marca 1997.

Článok 15

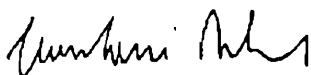
Každý spor týkajúci sa výkladu alebo vykonávania tejto dohody sa bude riešiť výlučne rokovaním medzi zmluvnými stranami.

Článok 16

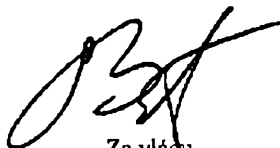
1. Každá zmluvná strana oznámi druhej zmluvnej strane splnenie postupov vyžadovaných vnútroštátnym právnym poriadkom na nadobudnutie platnosti tejto dohody. Táto dohoda nadobúda platnosť dňom doručenia neskoršieho oznámenia.
2. Zmluvné strany môžu kedykoľvek na základe spoločnej dohody doplniť alebo zmeniť túto dohodu formou písomného dodatku. Dodatky nadobudnú platnosť v súlade s ustanovením odseku 1.
3. Táto dohoda sa uzatvára na dobu neurčitú. Každá zmluvná strana môže túto dohodu písomne vypovedať. Výpoveď nadobudne platnosť 90 dní po doručení oznámenia o výpovedi druhej zmluvnej strane.

4. Platnosť Dohody medzi Ministerstvom obrany Francúzskej republiky a Ministerstvom obrany Slovenskej republiky týkajúcej sa bilaterálnej spolupráce v oblasti obrany, podpísanej v Paríži 21. júna 1994 v znení jej dodatku z 24. januára 2002 skončí dňom nadobudnutia platnosti tejto dohody.

Dané v 4 Mar dňa 2009 v dvoch pôvodných vyhotoveniach, každé vo francúzskom a slovenskom jazyku, pričom obe znenia majú rovnakú platnosť.



Za vládu
Francúzskej republiky



Za vládu
Slovenskej republiky

[TRANSLATION – TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH
REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE SLOVAK REPUBLIC
FOR COOPERATION IN THE FIELD OF DEFENCE

The Government of the French Republic and the Government of the Slovak Republic, hereinafter referred to as “the Parties”,

Having regard to the Treaty of Understanding and Friendship between the French Republic and the Czech and Slovak Federal Republic concluded on 1 October 1991,

Having regard to the strategic partnership established by the joint Franco-Slovak declaration of the President of the French Republic and the Prime Minister of the Slovak Republic on 17 September 2008 in Paris,

Noting that the evolution of the political situation in Europe is conducive to the development and intensification of new relations of partnership and cooperation among the European States,

Considering that this spirit of partnership and cooperation must govern relations among all the European States, without discrimination,

Stressing the need to establish security and defence issues at the heart of this cooperation, bearing in mind the global evolution of our security environment,

Considering that the European security and defence identity must be affirmed and strengthened, in order to make a greater contribution to security and stability in Europe,

Considering the Agreement between the Parties to the North Atlantic Treaty regarding the Status of their Forces, signed at London on 19 June 1951 (NATO SOFA),

Considering that the changes within the Atlantic Alliance and the European Union have the objective of establishing peace and security throughout the continent,

Recalling the commitment, within the Organization for Security and Cooperation in Europe, to strengthen mutual trust through greater transparency on defence issues,

Stressing that the objective of this cooperation is to contribute to the maintenance of peace and stability in Europe through closer relationships between military institutions, the intensification and diversification of relations in the fields of security and defence, and the deepening of mutual acquaintance,

Considering the positive results of the bilateral cooperation already undertaken in the field of defence,

Noting their desire to deepen and expand the framework of their cooperation in the field of defence,

Considering the General Agreement on security between the Government of the French Republic and the Government of the Slovak Republic on the exchange of classified information, signed at Paris on 20 March 1997,

Have agreed as follows:

Article 1

For the purposes of this Agreement:

1. "Sending Party" means the Party to which military and civilian personnel in the State of the other Party belong;
2. "Receiving Party" means the Party in the territory of whose State the military and civilian personnel of the State of the sending Party are stationed or passing through in transit;
3. "Military personnel" means persons belonging to the armed forces of the State of either Party who are in the territory of the State of the other Party for the performance of their service in accordance with this Agreement;
4. "Civilian personnel" means persons accompanying the armed forces of the State of either Party or under contract to the armed forces or the Ministry of Defence for a defence-related mission and who can be only nationals of the State of the sending Party. In the case of the French Party, civilian personnel also belong to the Ministry of Foreign Affairs;
5. "Armed forces" means units or formations of the army, navy, air force or any other military corps of the State of either Party;
6. "Family members" means persons who are neither ordinary residents nor nationals of the State of the receiving Party, and who are exclusively wives, children and ascendants of military and civilian personnel.

Article 2

1. The purpose of this Agreement is to develop cooperation between the Parties in the field of defence.
2. This cooperation shall take the form of bilateral relations between the services of the Ministries of Defence and the armed forces of the Parties. It shall relate to areas and matters of clearly defined common interest, while respecting the laws and regulations in force in the States of each Party.

Article 3

1. This Agreement shall cover the following areas in particular:
 - (1) Defence and security concepts, particularly in Europe.
 - (2) Regular reciprocal information on all matters relating to security.
 - (3) Methods of organization and resources of the armed forces.
 - (4) The design, production and procurement of matériel.
 - (5) Organization of territorial and operational command, the functioning of staffs, and the role of information technology in command.

- (6) General organization and role of support services, logistics, and engineering and matériel services in armies and air forces.
 - (7) Organization and operation of terrestrial and aerial transmission systems at all levels.
 - (8) Antiaircraft defence, the training of advanced air traffic controllers, battlefield clearance, and nuclear, biological and chemical defence.
 - (9) Administration and management of civilian and military personnel.
 - (10) Training and refresher training of officers, sub-officers and civilian personnel of the Parties. This shall be effected either by exchanges or by the reception of officer trainees at all levels, but with particular attention to the training of young officers.
 - (11) Financial and budget organization, programming, defence budget preparation and follow-up, and monitoring of its implementation.
 - (12) Health and humanitarian intervention. Exchanges and training courses of all kinds may be organized between the Parties to enable each of them to benefit from the other's knowledge and practices in areas covered by military health care services.
 - (13) Public relations, communication and information in the armed forces of the States of both Parties.
 - (14) Laws and regulations relating to defence and armed forces.
 - (15) Sports activities within the context of the International Military Sports Council.
 - (16) Military history, military geography and topography.
2. If necessary, the areas of cooperation may be defined more precisely by the Parties through the conclusion of individual arrangements.

Article 4

1. The areas of cooperation envisaged in article 3 of this Agreement may take mainly the following forms:
- (1) Visits of official delegations of the two Parties and armies.
 - (2) Receiving trainees for military training, in accordance with the legislation, regulations and procedures in force in the State of each Party.
 - (3) Visits between staffs, air bases and army units, study trips to military schools, stopovers by aircraft.
 - (4) Meetings between military and civilian personnel at military schools.
 - (5) Consultations and exchanges of experience in the form of conferences, symposia, colloquiums and seminars.
 - (6) Exchanges of information, documentation and studies that are not personal in nature.
 - (7) Exchanges of representatives of staffs and armed forces units for the purpose of participating in the planning and execution of military exercises.

- (8) Exchanges of officers who are technical experts.
 - (9) Sports events in the context of the International Military Sports Council.
 - (10) Organization of artistic events, including presentations by military bands and groups of artists.
2. Official visits, as well as other forms of cooperation, shall be carried out on the basis of needs as determined by the Parties.

Article 5

1. Cooperation in the area of armament shall focus on matters recognized as being of mutual interest, in accordance with the principle of compliance with the regulations in force in the Slovak Republic and the French Republic respectively and having regard to the respective interests of the Parties.

2. With respect to the armament with which the armed forces are equipped, the Parties shall undertake reciprocal information contacts and shall prepare a list of specific sectors in which exchanges might usefully be pursued.

3. With a view to the implementation, coordination and monitoring of cooperation in the area of armament, the Parties shall hold regular meetings between senior personnel of the entities (or organs or structures) of both States that are responsible for armament.

Article 6

1. The Parties shall organize joint exercises and training on an interservice basis or for individual armies or services. The primary aim of such exercises shall be to strengthen the interoperability of capacities within the framework of NATO and the EU.

2. The exercises mentioned in paragraph 1 of this article shall be included in the annual training plans of the State armed forces of each of the Parties.

3. The specific details of the conduct and financing modalities of joint exercises of the armies shall be defined by the Parties in a special arrangement, within the framework of available budgetary resources.

Article 7

In order to strengthen mutual understanding and trust, the Parties shall organize at regular intervals reciprocal visits of their representatives at the level of Ministries of Defence, general staffs of the armed forces and army or service commands and staffs, and at other equivalent levels of command and management.

Article 8

1. A Franco-Slovak meeting of general staffs of the State of each of the Parties shall be established, its composition to be determined in accordance with paragraph 2 of this article, for the purpose of developing in-depth exchanges on current political and

military issues and defining the general concept of bilateral cooperation in the areas contemplated in article 3.

2. The Franco-Slovak meeting of general staffs shall be co-chaired by an official from the army of each Party. In addition, it shall include a secretary, the defence attaché of the State of each of the Parties, and, depending on the matters discussed, officers, representatives of the several armies, corps and services or competent experts, and a military cooperation and defence representative from the French Ministry of Foreign Affairs for matters of concern to that Ministry.

3. The Franco-Slovak meeting of general staffs shall be held once a year, alternately in the French Republic and in the Slovak Republic.

4. The provisions of article 4 notwithstanding, the Parties may place on the agenda of the Franco-Slovak meeting of general staffs all matters which the Parties deem germane to the promotion of enhanced cooperation within the meaning of this Agreement, following approval by the two co-chairs. The agenda shall be prepared not later than one month before the Franco-Slovak meeting of general staffs.

5. The Franco-Slovak meeting of general staffs shall review the record of cooperation over the previous year.

6. Cooperation actions between armies, services or command structures shall be determined by the services of each of the Parties. Plans for such actions shall be prepared at specific staff meetings or any other forums agreed between the Parties. The plans shall include actions that have been jointly agreed upon, their aims, ways and means, dates and places of implementation, and the institutions responsible for carrying them out.

7. The defence attachés shall be the primary contact points for all cooperation actions undertaken in the framework of this Agreement. They shall be informed about such actions and may participate in their organization.

Article 9

The financing of cooperation shall be ensured in accordance with the rules set forth in this article, within the limits and framework of the budgetary resources of each Party:

1. The sending Party shall assume responsibility for the travel expenses of its military and civilian personnel to and from the destination in the territory of the receiving Party, and for the allowances relating to such travel to which they are entitled under the laws and regulations of the State of the sending Party.

2. The receiving Party shall make available to military and civilian personnel of the State of the sending Party, free of charge, the necessary means for the exercise of their administrative functions.

3. For military and civilian personnel of the State of the sending Party making short or long stays in the territory of the State of the receiving Party (with the exception of joint exercises and training under the financial modalities envisaged in a specific arrangement), the sending Party shall cover the costs of travel, board and lodging in accordance with the laws and regulations of the State of the sending Party. The receiving Party shall not cover any living expenses for military and civilian personnel and family members accompanying them. However, the receiving Party may, on a case-by-case basis and subject to the provisions of the programme for the visit, cover exclusively official

travel costs and official telephone communications with the sending Party within the territory of its State.

4. For courses in military training establishments and armed forces units, the French Party shall consider the possibility of covering trainees' tuition fees.

5. Entitlement to benefits under the military health care service of the receiving Party and the financial coverage of such benefits shall be governed by the provisions of NATO SOFA.

Article 10

During the exercise of their functions, military and civilian personnel may stay with their families in the territory of the State of the receiving Party. The identities of family members staying with military or civilian personnel in the territory of that State shall be indicated in correspondence from one of the Parties. Family members who possess the nationality of a non-Member State of the European Union shall be subject to the regulations of the State of the receiving Party with respect to entry to and residence in its territory.

Article 11

1. French military and civilian personnel staying in the territory of the Slovak Republic shall be under the authority of the Government of the French Republic through the Embassy of France in Bratislava.

2. Under this Agreement, the Parties may agree that military aid technicians may be sent to the competent authorities of either Party. The Parties shall specify the terms and conditions governing the dispatch of such technicians in a separate arrangement or agreement.

3. Slovak military and civilian personnel staying in the territory of the French Republic under this Agreement shall be under the authority of the Ministry of Defence of the Slovak Republic.

4. During their stay in the territory of the receiving Party, such personnel shall retain their national military or civilian status.

5. During their stay in the territory of the receiving Party, military and civilian personnel and members of their families shall comply with the domestic law of that State. Military and civilian personnel shall also comply with military regulations in force within the State of the receiving Party.

6. Military personnel of the State of the sending Party shall wear military uniform and insignia in accordance with the regulations in force in the armed forces of the sending Party. The circumstances in which they wear uniform shall be determined by the authorities of the State of the receiving Party, in accordance with the regulations in force in that State.

7. Military personnel of the sending Party may hold and bear arms on condition that they are authorized to do so under the regulations applicable to them. The authorities of the State of the receiving Party shall give favourable consideration to requests made by the sending Party in this respect.

8. Military and civilian personnel who are authorized to drive military vehicles in the territory of the sending Party shall be authorized to drive vehicles of the same type in the territory of the receiving Party in accordance with the terms and conditions set forth in NATO SOFA.

9. The authorities of the State of the sending Party shall be competent in the matter of discipline in respect of their military and civilian personnel. All military and civilian personnel of the State of the sending Party shall be informed of the disciplinary measures applicable to military and civilian personnel of the State of the receiving Party. The authorities of the State of the receiving Party shall inform the Embassy of the sending Party of any activities of military or civilian personnel of the State of the sending Party that contravene the regulations on military discipline in force in the State of the receiving Party.

Article 12

1. In the event of the death of any military or civilian personnel in transit through or staying in the territory of the State of either Party, during or on the occasion of a joint exercise or training operation, the death shall be declared to the competent authority of the State of the receiving Party. The death shall be certified by a physician licensed to practice in the State of the receiving Party, and he shall prepare a death certificate.

2. If the judicial authority of the State of the receiving Party orders an autopsy on the body of the deceased individual, such autopsy shall be performed by a physician designated by that authority. A military physician of the State of the sending Party may attend the autopsy.

3. The military authorities to which the deceased individual belongs may dispose of the body as soon as they have been given permission to do so by the military authority of the receiving Party. The body shall be transported in accordance with the applicable regulations of the State of the receiving Party.

4. The cost of transporting the body shall be borne by the sending Party.

Article 13

With respect to the status of personnel, the rules governing determination of the competent jurisdiction in cases of contraventions of the law and issues of compensation shall conform to the provisions of NATO SOFA.

Article 14

All information produced or exchanged in the framework of the implementation of this Agreement shall be used, communicated, stored, processed and protected in accordance with the General Agreement on Security between the Government of the French Republic and the Government of the Slovak Republic on the exchange of classified information, signed at Paris on 20 March 1997.

Article 15

Any dispute concerning the interpretation or application of this Agreement shall be resolved exclusively through negotiations between the Parties.

Article 16

1. Each Party shall notify the other of the completion of the formalities required under its domestic law for the entry into force of this Agreement. The Agreement shall enter into force on the date of the second such notification.

2. The Parties may at any time, by mutual agreement, supplement or modify this agreement by means of a written amendment. Every such amendment shall enter into force in accordance with the provisions of paragraph 1.

3. This Agreement shall be concluded for an indefinite period of time. Either Party may denounce this Agreement in writing. Such denunciation shall take effect 90 days after notification to the other Party.

4. The arrangement between the Minister of Defence of the French Republic and the Ministry of Defence of the Slovak Republic concerning bilateral cooperation in the field of defence, signed at Paris on 21 June 1994 and amended on 24 January 2002, shall be repealed at the date of entry into force of this Agreement.

DONE at Bratislava on 4 May 2009 in two original copies in the French and Slovak languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

JEAN-MARIE BOCKEL

For the Government of the Slovak Republic:

JAROSLAV BASKA